

RÉSUMÉ ET CONCLUSIONS.

LES ANNÉES PERDUES

On serait tenté de qualifier d'années perdues pour la politique scientifique la période située entre le début de 1972, année au cours de laquelle le Comité a commencé à présenter ses recommandations générales et la fin de 1975, au moment où nous avons commencé notre seconde enquête. Il est vrai néanmoins que le gouvernement décida de créer le ministère d'État aux Sciences et à la Technologie, peu après la publication du Volume 1 en 1970. Mais au début, il n'eut qu'une influence marginale sur la politique scientifique: il souffrait d'instabilité interne et il devait se limiter à conseiller et à aider des ministères qui tenaient à leur autonomie.

Il faut également dire qu'au cours de ces années, des programmes scientifiques importants portant sur l'espace, l'océanographie et l'énergie furent mis en œuvre. La politique d'impartition fut élaborée en 1972. Cependant, ces programmes visaient semble-t-il à coordonner et à regrouper des activités jusque-là dispersées plutôt qu'à en créer de nouvelles. La politique d'impartition fut limitée aux nouveaux programmes de recherche et développement en sciences physiques et ses effets positifs sur les activités scientifiques de l'industrie se soldaient dans une grande mesure par une réduction des stimulants d'ordre fiscal. A la même époque, le budget scientifique fut l'une des cibles des efforts du gouvernement en vue de limiter les dépenses non statutaires. En conséquence, la part du budget total consacrée aux sciences a constamment diminué depuis 1970-1971.

Ainsi, le Comité n'a pas été surpris de découvrir au début de sa nouvelle enquête que, depuis 1970, l'effort global du Canada dans le domaine des sciences n'avait augmenté que légèrement en termes réels, que la part du produit national brut allouée aux dépenses scientifiques nationales avait baissé et que l'écart entre le Canada et la plupart des autres pays industrialisés s'élargissait. Les faiblesses fondamentales qui avaient été décelées en 1970 à propos de la distribution de l'effort national subsistaient puisque le secteur gouvernemental demeurait trop étendu alors que le secteur industriel restait sous-développé.